



Marché de prestations de fourniture

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)

Objet : PRESTATIONS DE MAINTENANCE MULTITECHNIQUES ET MULTISERVICES POUR LES CAMPUS CNRS
DE VILLEJUIF ET DE THIAIS

Article 1 – Objet et forme du marché public	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Contexte et périmètre d'exécution des prestations forfaitaires	4
1.3 Forme du marché	4
1.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles	5
Article 2 – Pièces contractuelles.....	5
Article 3 – Lieu d'exécution	6
Article 4 – Durée et affermissement de la tranche.....	6
4.1 Durée du marché.....	6
4.2 Affermissement de la tranche optionnelle	6
Article 5 – Avance.....	6
Article 6 – Emission des bons de commande	7
6.1 Généralités	7
6.2 Prestations forfaitaires (DPGF)	7
6.3 Prestations hors forfait (BPU).....	7
6.4 Adresse électronique de réception des bons de commande	7
Article 7 – Sous-traitance	8
Article 8 – Forme et contenu du prix.....	8
8.1 Caractéristiques des prix forfaitaires.....	8
8.2 Caractéristiques des prix hors forfait.....	9
8.3 – Révision des prix.....	9
8.4 – Clause de sauvegarde	11
Article 9 – Facturation	11
9.1 Facturation	11
9.2 Adresse de facturation	11
9.3 Modalité de transmission de la facture	11
9.4 Contenu de la facture	12
Article 10 – Délai de paiement	12
Article 11 – Ordonnateur et Comptable	13
Article 12 – Prestation de maintenance	13
12.1 Vérification	13
12.2 Admission	13
12.3 Devoir de conseil	13
12.4 Gestion de crise.....	13
12.5 Suivi du marché	14
Article 13 - Acceptation du matériel.....	14
13.1 – Vérifications.....	14
13.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	14
Article 14 - Clause de réexamen	14
Article 15 – Pénalités applicables	15
Article 16 – Résiliation	20

16.1 – Résiliation sans faute	20
16.2 – Résiliation pour faute	20
Article 17 – Obligation du titulaire	21
17.1 – Généralité	21
17.2 – Confidentialité	22
17.3 – Respect des principes d’égalité, de laïcité et de neutralité dans l’exécution des prestations	22
17.4 Encadrement des prestations.....	22
17.5 Lutte contre le travail dissimulé :	22
Article 18 – Information de L’Etablissement	23
18.1 Changement sans création d’une nouvelle personne morale ou physique :.....	23
18.2 Changement entraînant la création d’une nouvelle personne morale ou physique :	23
18.3 Transfert du marché à une nouvelle personne morale ou physique :	23
Article 19 – Assurance	23
Article 20 – Droit applicable, Langue.....	24
Article 21 – Litiges-Droit applicable	24
Article 22 – Dérogations aux documents généraux.....	24

Article 1 – Objet et forme du marché public

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières concernent la maintenance multi techniques (hors CVC) et multiservices pour les campus CNRS de Villejuif et de Thiais.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont décrites en détail dans les cahiers des clauses techniques particulières ainsi que par les DPGF et BPU.

1.2 Contexte et périmètre d'exécution des prestations forfaitaires

La prise en charge des postes techniques est la suivante :

- Clos& Couvert
- Courants Forts (hors postes HT)
- Multiservices
- Plomberie
- Second œuvre

Le périmètre contractuel des postes techniques, objets du Marché, est décrit dans les CCTP et les fiches de prestations annexées aux CCTP.

1.3 Forme du marché

1.3.1 Forme du contrat

Le présent contrat prend la forme d'un marché à tranches pour les prestations forfaitaires et prend la forme d'un accord-cadre à bon de commande pour les prestations hors forfait.

Le présent accord-cadre ne comprend pas de montant minimum et le montant maximum annuel pour les prestations hors forfait est le suivant :

Montant minimum annuel € HT	Montant maximum annuel € HT
sans	100 000,00€ HT

Soit 400 000,00€ HT sur quatre (4) ans.

Aucun engagement de commande minimum n'est garanti.

1.3.2 Allotissement

Compte tenu des difficultés de gestion qu'engendreraient un allotissement des prestations la présente consultation n'en fait pas l'objet au sens des articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique.

1.5.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées

1.5.2 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

L'attention des soumissionnaires est tout particulièrement attirée sur le fait :

- **Qu'à défaut de présentation et de chiffrage des PSE obligatoires, l'offre sera jugée irrégulière ;**
- Les PSE obligatoires seront prises en compte dans l'évaluation des offres.

Prestation supplémentaire éventuelle N°1 : Clos et Couvert

Prestation supplémentaire éventuelle N°2 : Courants Forts Haute Tension

Prestation supplémentaire éventuelle N°3 : Air Comprimé

Avant la signature du marché ou de l'accord-cadre, le CNRS informera l'attributaire de son intention de retenir tout ou partie des PSE.

Article 2 – Pièces contractuelles

Conformément aux dispositions de l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes;
- Bordereau des prix unitaires (BPU) et bordereaux de prix (DPGF : décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- Le quatre cahiers des clauses techniques particulières (CCTP);
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, à l'exception des dispositions auxquelles le présent CCAP déroge. Ce document n'est pas fourni par l'administration et est réputé connu par le Titulaire ;
- L'offre technique du Titulaire.

Les originaux des documents susmentionnés sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seul foi en cas de litige ou de contestation.

Toute clause, insérée dans un catalogue ou un document du Titulaire, contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 3 – Lieu d'exécution

Les prestations sont exécutées dans les lieux indiqués ci-dessous :

Campus de Villejuif : 7 rue Guy Môquet 94800 VILLEJUIF

Campus de Thiais : 2 rue Henri Dunant 94320 THIAIS

Article 4 – Durée et affermissement de la tranche

4.1 Durée du marché

La tranche ferme est conclue et prend effet à compter de la date de notification au Titulaire de l'acte d'engagement.

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an. Il est reconductible trois (3) fois pour une durée de douze (12) mois, par reconduction tacite, sa durée totale ne pourra excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision, soit, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception, soit, par le biais de la plateforme place, au moins deux (2) mois avant la date de fin de la période contractuelle considérée.

La non reconduction du marché n'ouvre droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement. Le Titulaire reste engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

4.2 Affermissement de la tranche optionnelle

La tranche optionnelle, la Réversibilité des prestations pourra être affermie à tout moment pendant toute la durée de validité du marché dans l'un des cas suivants :

- Le Marché arrive à son terme ;
- Le Marché est résilié pour quelques motifs que ce soit.

L'affermissement de la tranche optionnelle sera prononcé par ordre de service et transmis par email.

En cas d'affermissement avec retard ou de non-affermissement, il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ou de dédit.

Article 5 – Avance

Une avance pourra être versée dans les conditions prévues aux articles L.2191-2, R.2191-3, R.2191-5, R.2191-10, R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-17 du code de la commande publique.

Quant aux modalités de règlement énoncées à l'article 11 du CCAG, le pouvoir adjudicateur retient l'option B.

Conformément aux conditions fixées à l'article R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, une avance est accordée au Titulaire du marché lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans l'hypothèse où le Titulaire du marché peut prétendre au versement d'une avance, il est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite en bénéficier ou s'il y renonce, en cochant la case dans l'acte d'engagement.

Le remboursement de l'avance s'effectue selon les dispositions mentionnées à l'article R2191-11 du CCP.

Seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct, se voient accorder une avance, sauf dans le cas où ils la refusent expressément.

Article 6 – Emission des bons de commande

6.1 Généralités

Pendant la durée de validité de l'Accord-cadre, il est conclu par le Pouvoir adjudicateur autant de bons de commande que de besoins.

Les bons de commande pourront être transmis par la Délégation CNRS Ile-de-France Villejuif ou par les laboratoires situés sur les campus CNRS de Villejuif et de Thiais.

L'envoi des bons de commande peut se faire par voie électronique ou exceptionnellement par courrier en RAR. L'annulation d'un bon de commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Pour être valides, les bons de commande doivent être signés par une personne habilitée à engager le Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande émis pendant la période de validité de l'accord-cadre peuvent s'exécuter postérieurement à la date d'échéance dudit accord-cadre.

6.2 Prestations forfaitaires (DPGF)

Un numéro d'engagement de bon de commande, pour chaque site, sera transmis au titulaire par la Délégation CNRS Ile-de-France Villejuif du CNRS.

6.3 Prestations hors forfait (BPU)

Lors de la survenance du besoin, une demande est transmise, au titulaire.

Après la confirmation du titulaire qu'il peut prendre en charge la prestation par outil GMAO ou messagerie électronique et la transmission de son devis accompagné de la fiche produit mentionnant obligatoirement : le prix unitaire du tarif public hors taxes (HT) du Constructeur et le pourcentage de remise appliquée, conforme au Bordereau de Prix Unitaire (BPU) du présent marché et après validation de la part de la Délégation CNRS Ile-de-France Villejuif, le numéro d'engagement du bon de commande sera transmis au Titulaire.

La confirmation de la prise en charge et du devis par le titulaire devra être faite pendant les heures de service du CNRS soit de 7h30 à 12h00 et de 13h00 à 19h00 au plus tard 24 heures après réception de la demande.

6.4 Adresse électronique de réception des bons de commande

Le Titulaire s'engage à fournir au Pouvoir adjudicateur une adresse électronique non nominative et valide durant toute l'exécution du présent Accord-cadre qui pourra être utilisée par le Pouvoir adjudicateur pour la transmission électronique des bons de commande et de tout autre courriel en relation avec l'accord-cadre.

Toute demande de modification de cette adresse électronique doit être transmise au Pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la date de début d'utilisation demandée.

En cas de changement d'adresse électronique en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est conseillé au Titulaire de maintenir opérationnelle l'ancienne adresse pendant au moins 3 mois suivant la date de début d'utilisation demandée pour la nouvelle adresse.

Il appartient au Titulaire de contrôler que tous les courriels du Pouvoir adjudicateur envoyés à cette adresse électronique ne soient pas mis en quarantaine par les dispositifs de sécurité informatique du Titulaire.

Aucune contestation relative à la non réception d'un bon de commande par courriel ne sera recevable, dès lors que le bon de commande aura été transmis en utilisant la dernière adresse électronique communiquée par le Titulaire au Pouvoir adjudicateur et validée par eux.

Article 7 – Sous-traitance

Le présent marché ne permet pas la sous-traitance pour les parties essentielles du marché qui concernent les prestations relatives aux postes techniques :

- « Courants forts », à l'exception des installations électriques hautes tensions ;
- « Multiservices » ;
- « Plomberie » ;
- « Second œuvre ».

Le Titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance eu aux articles R2193-1 à R2193-9 du code la commande publique.

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le Titulaire doit remettre au pôle achats de la Délégation CNRS Ile-de-France Villejuif contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 8 – Forme et contenu du prix

8.1 Caractéristiques des prix forfaitaires

Les prix initiaux du présent accord-cadre sont établis conformément aux pièces financières complétées par le titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix, compris dans les différents prix forfaitaires sont réputés comprendre tous les frais du Titulaire relatifs à l'exécution des prestations.

Quelle que soit la Mission considérée, les prix forfaitaires, mentionnés dans le DPGF du présent Marché, sont réputés comprendre notamment :

- Toutes les dépenses résultant de l'exécution et de la maîtrise de la qualité des Prestations ;
- Tous les moyens en personnel dont les interventions de spécialistes du Titulaire, formations, toutes les indemnités et primes de toute nature (frais de déplacement, intégrant notamment tous les moyens de transport, indemnités de repas...), tenues vestimentaires... ;
- Toutes les fournitures et tous les moyens divers pour son personnel : Moyens de communication y compris frais d'abonnement et consommations, fournitures informatiques, fournitures de bureaux, matériel de reprographie, moyens de mesure et de contrôle, ... ;
- Les frais généraux ;
- Tous les moyens en matériel sans exception, nécessaires à la réalisation des prestations intégrant notamment l'outillage, les moyens de mesure, les moyens de levage et de manutention ;
- Tous les frais de secrétariat et de constitution des dossiers ;
- Tous les frais de reproduction et de diffusion des documents ;
- Toutes les dépenses relatives aux obligations de rendre compte et de conseil ;
- La participation aux réunions de toute nature, relatives à l'exécution du Marché ;
- L'organisation, à l'instigation du Titulaire, de toute réunion que le Titulaire jugerait nécessaire pour l'accomplissement de sa mission.

- Les assurances, les impôts et les taxes ;
- Une marge pour risques et bénéfices ;
- Tous les frais professionnels, dépenses, investissements que le Titulaire engage pour assurer ses obligations en vertu du Marché. De manière générale, les prix sont réputés inclure toutes les sujétions et charges susceptibles de s'appliquer au Titulaire.

En cas de sous-traitance, le prix du Marché est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Dans le cadre d'un groupement, la rémunération du mandataire comporte la coordination des Prestations non réalisées par lui-même. Ces frais comprennent l'ordonnancement, le pilotage et la marge pour défaillance éventuelle des cotraitants.

Aux prix définis s'applique la taxe à la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'émission de la facture.

8.2 Caractéristiques des prix hors forfait

Les prestations sont comprises dans le montant annuel maximum du Marché, dites prestations hors forfait sont définies dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander des prestations identiques à un autre prestataire en cas d'impossibilité par le Titulaire de fournir les produits demandés dans les conditions imposées par le pouvoir adjudicateur ou pour toute autre raison, dans la limite d'un volume de commande n'excédant pas 20 % du montant du montant maximum annuel, sans que le Titulaire ne puisse élever aucune réclamation ou se prévaloir d'un préjudice.

8.2.1 Fourniture des prestations hors forfait et application du taux de remise

Le prix des fournitures hors forfait sont définis par l'application d'un pourcentage de remise (%) sur le prix unitaire du tarif public hors taxe (HT) du constructeur. Ces pourcentages de remise (%) sont définis dans le BPU du marché.

Le prix unitaire du tarif public hors taxe du constructeur est défini comme le prix, pratiqué par le constructeur en vente directe, sans intermédiaire ni aucune remise, auprès du public. Ce prix intègre également les frais de port.

8.2.2 Main d'œuvre des prestations hors forfait

Le prix de la main d'œuvre de toute prestation hors forfait, réalisée en propre ou sous-traitée, sera facturé par application des taux horaires définis au BPU, majorations comprises.

8.3 – Révision des prix

8.3.1 Périodicité et formule de la révision du prix

Les prix des prestations forfaitaires fixées au DPGF du Marché, sont fermes sur la première année contractuelle.

L'ajustement des prix se fera à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule suivante

$$P = P_o \times [0,20 + 0,80 \times (ICHT-IME Vf / ICHT-IME Vi)]$$

dans laquelle :

P = Prix révisé en euros hors taxes

Po = Prix initial du Marché en euros hors taxes

ICHT-IME Vf= Indice de la Valeur Finale du Coût Horaire de la main d'œuvre industries mécaniques et électriques (n° INSEE : 001565183) applicable est l'indice publié à la date de la réception de la révision de prix.

ICHT-IME Vi = Indice de la Valeur Initiale du Coût Horaire de la main d'œuvre industries mécaniques et électriques (n° INSEE : 001565183) applicable est l'indice publié à la date de remise des offres.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire.

A défaut, ce dernier sera désigné par le tribunal compétent saisi par la partie la plus diligente.

➤ Arrondi :

Pour le coefficient de révision Cn, les calculs intermédiaires se font sans arrondi.

Seul son résultat est arrondi au millième supérieur. Il sera donc arrêté à la troisième décimale après la virgule arrondie au chiffre supérieur.

Ex :

Lorsque le Cn est de 1,0494, il sera arrondi à 1,050

Lorsque le Cn est de 1,04901, il sera arrondi à 1,050

8.3.3 Modalités d'application de la révision des prix :

Le coefficient de révision des prix sera calculé par le titulaire.

Il s'applique aux prestations exécutées, à compter de la date de révision.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'au dernier jour du dernier mois de l'année contractuelle en cours, date à laquelle ils feront l'objet d'une nouvelle révision. Les prix révisés ne sont applicables qu'aux bons de commande émis après leur entrée en vigueur.

Pour le paiement de la révision, Le Titulaire doit adresser au Pouvoir Adjudicateur, 15 jours calendaires avant la date anniversaire de chaque année, par tout moyen permettant de donner date certaine, les nouveaux prix révisés, ainsi que les anciens prix et les éléments permettant de justifier le calcul de la révision.

En outre, le titulaire devra produire l'extraction de la valeur initiale et finale des indices choisis, issue des supports de lecture indiqués ci-dessus.

Afin de mettre en œuvre ces révisions de prix, le Titulaire communique au représentant du Secrétariat Général de l'Etablissement ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception **au plus tard quinze jours (15) avant l'échéance établie.**

A défaut de la réception des nouveaux prix révisés et des documents le justifiant, les anciens tarifs seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par le CNRS.

Le Pouvoir Adjudicateur notifie sa décision au Titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre.

8.4 – Clause de sauvegarde

La révision des prix est plafonnée, dans le cas d'une révision positive des prix, à plus de 3,00% par rapport au Prix initial du Marché (Po).

Si la hausse du prix excède plus de 3,00% par rapport au Prix initial du Marché (Po), le CNRS pourra résilier le marché sans indemnité pour le titulaire au titre de la responsabilité sans faute, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

La révision des prix n'est pas plafonnée dans le cas d'une révision négative des prix.

Ces conditions s'appliquent si la définition ou la contexture de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifiée, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exécution des prestations

Article 9 – Facturation

9.1 Facturation

Le règlement des sommes dues se fait sur présentation de factures sur service fait.

9.2 Adresse de facturation

La facture est libellée et adressée au nom de :

CNRS-SCTD
CODE DIVISION 2100
2 RUE JEAN ZAY
TSA 31001
54519 VANDOEUVRE -LES-NANCY CEDEX
France

9.3 Modalité de transmission de la facture

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- **Par dépôt au format PDF**
- **Par saisie en ligne dans le portail**

Le n° de SIRET CNRS à utiliser en vue du dépôt des factures sur Chorus portail pro est le SIRET n° 18008901303720 – structure CNRS (SCTD)

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Le code service de l'entité CNRS facturée (qui se trouve sur le bon de commande)
 - le numéro du bon de commande (exemple : XXXXL012345),
- et le cas échéant le n° du marché figurant sur le bon de commande.

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

9.4 Contenu de la facture

Les factures doivent comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

1. **Le numéro de référence du marché**
 2. **le numéro de bon de commande du CNRS (11 Caractères) XXXXL012345**
 3. la désignation et la référence des produits,
 4. **le nom et l'adresse complète du service destinataire de la fourniture,**
 5. la date de la livraison,
 6. les montants hors taxes unitaires et totaux des prestations effectuées,
 7. le taux et le montant de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA),
 8. la désignation des parties contractantes du marché et le numéro Siret (Titulaire et pouvoir adjudicateur),
 9. le numéro de TVA intracommunautaire,
 10. le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est joint à l'acte d'engagement,
 11. la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations qui font l'objet de la demande de paiement.
- Le prix de règlement tient compte de tous droits et taxes applicables au taux en vigueur au moment de la facturation. Le prix initial peut être modifié des pénalités ou des intérêts moratoires.

Toute facture non référencée à un numéro de commande et au numéro du marché sera systématiquement rejetée.

Article 10 – Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours, en application du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement (décompte ou facture) par le pouvoir adjudicateur.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement, dont le taux est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit points**.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Article 11 – Ordonnateur et Comptable

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

La Déléguée Régionale de la Délégation Ile-de-France-Villejuif,
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent comptable secondaire de la Délégation Ile-de-France-Villejuif,
7 Rue Guy Môquet, 94 800 Villejuif.

Article 12 – Prestation de maintenance

12.1 Vérification

Le CNRS se réserve le droit de procéder à toute vérifications et faire contrôler les équipements faisant l'objet des prestations de maintenance à la charge du Titulaire.

12.2 Admission

En fonction des informations renseignées au rapport d'intervention visé au CCTP les décisions, d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au CCAG / FCS par l'Etablissement.

Les réfections sont cumulables entre elles et non libératoires, elles ne préjugent en rien des réclamations éventuelles de dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur peut prétendre.

Par définition, le montant total des réfections n'est pas plafonné.

Le paiement des réfections n'exonère pas le Titulaire d'exécuter ses obligations contractuelles.

En cas de contestation des réfections par le Titulaire, il lui appartient de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables.

Il ne sera pas fait application de réfections en cas de force majeure.

L'application des réfections ne préjuge pas des dommages et intérêts qui peuvent être réclamés au Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur.

12.3 Devoir de conseil

Le Titulaire a un devoir de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui, le cas échéant, décrit les risques et menaces et propose des actions correctives.

A l'occasion d'une intervention pour une opération de maintenance, le Titulaire peut conseiller utilement la personne publique dans l'optimisation de ses dépenses et la pertinence de remplacer le matériel concerné lorsque le coût de la réparation s'avère trop élevé (par rapport à la vétusté du matériel ou par rapport aux économies futures liées à l'achat d'un matériel neuf, économies sur les coûts à venir des pièces détachées à remplacer...).

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire conseille la personne publique sur l'évolution de son parc d'équipements de cuisine professionnelle, par exemple, une nouvelle réglementation qui implique le changement d'un matériel obsolète.

12.4 Gestion de crise

Le Titulaire a un devoir de prévenir le Pouvoir Adjudicateur, de déclencher toutes les actions et moyens nécessaires, conformément au CCTP Pilotage des prestations.

12.5 Suivi du marché

Les parties se concerteront autant que de besoin pour assurer la conformité de la prestation avec les prescriptions techniques.

➤ Qualification du personnel

Le titulaire fournit au CNRS la liste nominative du personnel participant à l'exécution de la prestation, en y précisant les titres et qualifications de chacun. Le CNRS refusera les agents n'apparaissant pas sur la liste.

Chaque mise à jour devra être notifiée au représentant de l'Etablissement par courriel.

➤ Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire exécute la prestation selon les prescriptions des CCTP.

Article 13 - Acceptation du matériel

13.1 – Vérifications

Les opérations de vérification se dérouleront conformément aux stipulations des articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Le délai maximal dans lequel le pouvoir adjudicateur procède aux opérations de vérification est fixé à 15 jours à compter de la date à partir de laquelle le titulaire a avisé le pouvoir adjudicateur qu'il pouvait effectuer ces vérifications.

13.2 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

Le pouvoir adjudicateur prend la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG-FCS

Article 14 - Clause de réexamen

Le présent contrat pourra faire l'objet de modifications dans les hypothèses prévues par les articles L2194-1 à L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du CCP.

Le CNRS et le Titulaire pourront négocier un avenant au présent marché afin de prendre en compte les évolutions suivantes :

- En cas d'évolution, notamment des fournitures, pendant la période d'exécution du contrat. Les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché public par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal et de modifier les prestations objets du marché public.
- En cas de modification du périmètre des prestations : au regard notamment des impératifs liés au fonctionnement des services, à la complexité technique n'ayant pu être appréhendée lors de la mise en concurrence. A ce titre, des modifications pourront être faites dans conditions prévues par les articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-2 à R2194-3 du CCP, en cas de prestations supplémentaires ;
- L'exclusivité de certaines prestations sont susceptibles d'évoluer. En effet, à compter de la notification de l'accord-cadre mutualisé travaux, le titulaire (de l'AC travaux) aura l'exclusivité de tous les travaux ne relevant pas de la maintenance préventive et corrective ».

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le Titulaire soumettra ces chiffrages au Pouvoir Adjudicateur pour avis.

En cas d'accord du Pouvoir Adjudicateur, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

En cas de désaccord irréductible, le Marché pourra être remis en cause et résilié avant sa date d'expiration normale, par le Pouvoir Adjudicateur et notifié par courrier recommandé avec accusé de réception, sans indemnité de préjudice pour le Titulaire.

Article 15 – Pénalités applicables

Des pénalités sont applicables au Titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels, elles sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Ces pénalités viennent le cas échéant en diminution du montant à régler au Titulaire.

Ces pénalités sont cumulables entre elles de plein droit et cumulables avec les réfections, elles ne préjugent en rien des réclamations éventuelles de dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur peut prétendre. Le paiement des pénalités n'exonère pas le Titulaire d'exécuter ses obligations contractuelles.

Elles ne sont pas soumises à la T.V.A. Sauf mention contraire, elles sont décomptées en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 14.1.3 le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à 1 000€.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCG FCS le montant des pénalités ne peut excéder 10% et est plafonné annuellement à une valeur maximale de 10,00 % (dix pour cent) du montant total annuel hors taxe (HT) facturé. Au-delà de ce seuil, le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier le Marché pour faute du Titulaire.

Dans le cas où le Titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, l'Etablissement se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du C.C.A.G. /F.C. S, sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'aucune indemnité.

Le Pouvoir adjudicateur peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Le Titulaire notifie alors sa demande d'exonération au Pouvoir Adjudicateur en exposant les motifs de son retard.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G. / FCS, le Titulaire pourra subir les pénalités suivantes :

Objet du manquement	Moyen de contrôle	Périodicité de calcul de l'indicateur et des pénalités/ réfections	Pénalité applicable si non-respect de l'objectif	Exemple de calcul des pénalités
PENALITES RELATIVES AU CCTP DEMARRAGE DES PRESTATIONS				

Restitution de la totalité des livrables exigés dans le cadre de la phase de démarrage et finalisés dans leur pleine et entière complétude, aux dates d'échéance imposées	Livrables restitués aux dates d'échéance imposées	A chaque date d'échéance	PO x 5% par livrable non restitué	Le Titulaire remet dans les délais un rapport d'audit non finalisé : La pénalité est égale à PO x 5%
Respect de toute obligation contractuelle applicable au démarrage des prestations	CCTP démarrage des Prestations	Quotidien	PO x 1,50% par obligation non respectée	Le Titulaire ne respecte pas l'une des obligations contractuelles relatives au Démarrage des prestations : La pénalité est égale à PO x 1,50%

PENALITES RELATIVES AU CCTP REALISATION DES PRESTATIONS

<u>Préventif non réglementaire réalisé (A)</u> : Nombre d'opérations de maintenance préventive réalisées sur l'année contractuelle, conformément aux conditions contractuelles. <u>Préventif non réglementaire programmé (B)</u> : Nombre d'opérations de maintenance préventive programmées sur l'année contractuelle + Nombre d'opérations de maintenance préventive réalisées en retard sur l'année contractuelle + nombre d'opérations de maintenance préventive réalisées en avance sur l'année contractuelle	Rapport d'intervention	Annuel	Si le ratio A/B est strictement inférieur à 95%, la pénalité applicable est égale à : - PO x 5% si ratio compris entre 95% exclu et 80% inclus - PO x 10% si ratio compris entre 80% exclu et 70% inclus - PO x 20% si ratio compris entre 70% exclu et 50% inclus - PO x 50% si ratio strictement inférieur à 50%	Le ratio A/B est égal à 74% : La pénalité est égale à PO x 10%
<u>Préventif réglementaire réalisé (A)</u> : Nombre d'opérations de maintenance préventive réalisées sur l'année contractuelle, conformément aux conditions contractuelles. <u>Préventif réglementaire programmé (B)</u> : Nombre d'opérations de maintenance préventive programmées sur l'année contractuelle + Nombre d'opérations de maintenance préventive réalisées en retard sur l'année contractuelle + nombre d'opérations de	Rapport d'intervention	Annuel	Si le ratio A/B est strictement inférieur à 100%, la pénalité applicable est égale à : - PO x 5% si ratio compris entre 100% exclu et 80% inclus - PO x 10% si ratio compris entre 80% exclu et 70% inclus - PO x 20% si ratio compris entre 70% exclu et 50% inclus - PO x 50% si ratio strictement inférieur à 50%	Le ratio A/B est égal à 64% : La pénalité est égale à PO x 20%

maintenance préventive réalisées en avance sur l'année contractuelle				
Réalisation et Finalisation des opérations de maintenance préventive conformément aux dates planifiées, selon le planning initialement transmis, à +/- 7 jours calendaires	Outil de ticketing du Pouvoir Adjudicateur	Mensuel	PO x 1% par jour de dépassement par rapport au planning initialement transmis	Si planification du 7 janvier au 10 janvier. Cette opération est finalisée le 23 janvier, soit 13 jours plus tard. Neutralisation de 7 jours sur les 13 jours : Soit 6 jours pénalisables. La pénalité est égale à PO x 6%
Taux de remise en état des installations dès la 1ère intervention du Titulaire $\geq 90\%$	Outil de ticketing du Pouvoir Adjudicateur	Mensuel	Si le taux de remise en état des installations dès la 1ère intervention du Titulaire est : strictement inférieur à 90 %, la pénalité applicable est égale à •PO x 2% si $\geq 60\%$ par intervention au-delà de la 1ère intervention •PO x 5% si $\geq 50\%$ par intervention au-delà de la 1ère intervention •PO x 10% si $< 50\%$ par intervention au-delà de la 1ère intervention	Le taux de remise en état des installations, sur le mois, dès la 1ère intervention, est de 80%. La pénalité est égale à PO x 2%
Intervention obligatoire du personnel du Titulaire disposant des habilitations et qualifications nécessaires et exigées par la réglementation.	Attestation d'habilitation et/ou de qualification	Quotidien	PO x 20% par constat de non-respect	L'habilitation électrique du technicien n'est pas à jour : La pénalité est égale à PO x 20%
<ul style="list-style-type: none"> •Réalisation d'un permis feu, ou •Respect des règles de sécurité spécifique au site, ou •Respect des procédures d'intervention spécifique au site, ou •Respect du port des Equipements de protection individuelle (EPI) et sanitaire, ou •Création d'un plan de prévention, ou 	Constat de non-respect	Quotidien	PO x 5% par constat de non-respect	Le technicien intervient sans ses chaussures de sécurité : La pénalité est égale à PO x 5%

• Respect du plan de prévention				
Respect de la mise en œuvre des moyens de signalisation et/ou de protection des ouvrages tel qu'exigé au Marché	Constat de non-respect	Quotidien	PO x 5% par constat de non-respect	Les moyens de signalisation ne sont pas installés dans le cadre de travaux : La pénalité est égale à PO x 5%
Concernant les équipements de niveau C1 : Respect du : • Délai d'intervention • Délai de dépannage • Délai de remise en état définitif	Outil de ticketing du Pouvoir Adjudicateur ou Constat de non-respect	Quotidien	PO x 1% par demi-heure de retard	Le technicien intervient 35 minutes après le délai d'intervention contractuel : La pénalité est égale à PO x 1%
Concernant les équipements de niveau C2 : Respect du : • Délai d'intervention • Délai de dépannage • Délai de remise en état définitif	Outil de ticketing du Pouvoir Adjudicateur ou Constat de non-respect	Quotidien	PO x 0,30% par demi-heure de retard	Le technicien intervient 35 minutes après le délai d'intervention contractuel : La pénalité est égale à PO x 0,30%
Respect de toute obligation contractuelle applicable à la réalisation des prestations	Pièces du Marché	Quotidien	PO x 1,50% par obligation non respectée	Le Titulaire ne transmet pas son devis conformément au modèle de devis imposé : La pénalité est égale à PO x 1,50%
PENALITES RELATIVES AU CCTP PILOTAGE DES PRESTATIONS				
Présence des participants du Titulaire exigés au titre du Marché pour les réunions hebdomadaires	Présence au réunion	Hebdomadaire	PO x 2,50%	Deux ou Trois membres du Titulaire ne sont pas présents à une réunion : La pénalité est égale à PO x 2,50%

Remise des devis complets par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur, selon les délais exigés du Marché	Remise des devis	Quotidien	PO x 0,30 par heure de retard, par devis non transmis dans les délais ou par devis transmis dans les délais mais non finalisé	Le Titulaire remet le devis 3 heures après le délai contractuel : La pénalité est égale à PO x 3 x 0,30%
Livraison des prestations hors forfait par le Titulaire, selon les délais exigés du Marché	Prestations livrées	Quotidien	PO x 0,30 par heure de retard, par prestation hors forfait non livrée dans les délais ou par prestation livrée dans les délais mais ne répondant pas au niveau de qualité exigé	Les prestations hors forfait sont délivrées 10 heures après le délai contractuel : La pénalité est égale à PO x 10 x 0,30%
Transmission du planning de rondes et de maintenance préventive (réglementaire et non réglementaire), finalisé, conformément à la date de restitution définie au Marché	Planning de rondes et/ou de maintenance préventive finalisé	Annuel	PO x 2 par jour de retard	Le planning de maintenance préventive est restitué 3 jours après la date de restitution fixée au Marché : La pénalité est égale à PO x 3 x 2%
Respect de toute obligation contractuelle applicable aux pilotage des prestations	Pièces du Marché	Quotidien	PO x 1,50 par obligation non respectée	Le Titulaire ne respecte pas l'une des obligations contractuelles relatives au Pilotage des prestations : La pénalité est égale à PO x 1,50
PENALITES RELATIVES AU CCTP REVERSIBILITE DES PRESTATIONS				
Restitution de la totalité des livrables exigés dans le cadre de la phase de réversibilité et finalisés dans leur pleine et entière complétude.	Livrables restitués	En fin de phase de réversibilité	En fin de phase de réversibilité	Le Titulaire ne remet pas le rapport d'audit selon la date définie au Marché : La pénalité est égale à PO x 5
Respect de toute obligation contractuelle applicable à la réversibilité des prestations	Pièces du Marché	Quotidien	PO x 1,50 par obligation non respectée	Le Titulaire ne respecte pas l'une des obligations contractuelles: La pénalité est égale à PO x 1,50

Les pénalités courent à compter du premier jour de manquement constaté.

Article 16 – Résiliation

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

16.1 – Résiliation sans faute

La résiliation sans faute s'effectue conformément et dans les cas prévus aux articles 38 et 40 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 40 du CCAG-FCS, Le Pouvoir adjudicateur peut décider de résilier à tout moment le marché, pour motif d'intérêt général, si des événements affectant un ou des Titulaires du marché, ou le secteur économique concerné par le marché, venaient compromettre l'effectivité de la concurrence pendant le reste de la durée du marché.

16.2 – Résiliation pour faute

La résiliation du marché peut être prononcée pour faute du Titulaire dans l'exécution des prestations objet de ces contrats, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier le Marché pour faute du Titulaire notamment dans les cas suivants :

- En cas de non-respect par le Titulaire de ses obligations dans les délais contractuels du Marché ayant donné lieu à une mise en demeure du Titulaire de respecter ou faire respecter les conditions d'exécution du Marché et de s'acquitter de ses obligations. Deux mises en demeure, ayant le même objet, restées infructueuses, adressées au Titulaire dans un délai de un (1) mois consécutif, pourront entraîner la résiliation pourront entraîner la résiliation du Marché aux torts de ce dernier, sans préjudice des pénalités restant dues. La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier sera en droit de procéder à la mise en exécution des prestations avec un nouveau Titulaire aux frais et risques du Titulaire.

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, Le Pouvoir Adjudicateur pourra mettre fin au Marché sans avoir à en justifier, si au moins une des obligations suivantes n'est pas respectée :

- Pour une année considérée, le total des pénalités fixées par le Pouvoir Adjudicateur aura atteint 10% du montant total annuel hors taxe (HT) facturé ;
- Non-respect par les sous-traitants des obligations contractuelles du Marché ayant donné lieu à une mise en demeure du Titulaire de respecter ou faire respecter les conditions d'exécution du Marché et de s'acquitter de ses obligations ;
- Non-restitution des livrables de démarrage, selon la forme et le contenu exigés contractuellement, conformément aux dates de restitution imposées ;
- Non-respect de la mise en œuvre des moyens définis dans l'offre technique du Titulaire ;
- Non-réalisation d'une opération de maintenance, pouvant mettre en jeu la sécurité des biens et des personnes ;
- Non-respect des exigences de Sécurité, dont celles imposées par le Pouvoir Adjudicateur ;
- Non-respect des délais d'intervention exigés au Marché, mettant en jeu la sécurité des biens et des personnes ;
- Non-respect des délais d'intervention exigés au Marché, impliquant une perturbation de l'activité des occupants des sites objets du Marché
- Manquement du Titulaire à ses obligations professionnelles pouvant mettre en danger l'intégrité physique de son personnel, du personnel du Pouvoir Adjudicateur ou des utilisateurs des installations
- Absence de qualifications et d'habilitations, de la part du Titulaire et/ou de son personnel, exigées dans le cadre de la réglementation pour réaliser les prestations du Marché
- Incapacité, de fraude ou tromperie constatée dans l'exécution des Prestations
- Abandon ou de réduction d'activité du Titulaire apportant des perturbations dans le déroulement normal des Prestations

La décision du Pouvoir Adjudicateur sera notifiée au Titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception, impliquant la fin du Marché quatre (4) mois après la date d'émission du courrier.

Ces décisions de résiliation ne donneront lieu à aucune indemnité de la part du Pouvoir Adjudicateur.

En outre, la rupture anticipée du Marché ne saurait dégager le Titulaire des contraintes et obligations suivantes :

- La finalisation des prestations en cours ;
- L'exécution des prestations planifiées jusqu'à la date de fin effective du Marché ;
- L'application des pénalités et des réfections prévues au Marché ;
- La transmission par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur de tous les documents exigés au Marché ;
- La mise en œuvre de la phase de réversibilité définie au CCTP Réversibilité des prestations.

Article 17 – Obligation du titulaire

17.1 – Généralité

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations.

Il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations ;
- De maintenir en tous temps un effectif suffisant de personnel, doté de qualifications et des compétences professionnelles pour l'accomplissement de leur mission, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant ;
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit ;
- -En matière de **maintenance préventive**, le titulaire est soumis à une **obligation de moyens**.

Il ne peut, sans autorisation du CNRS, détourner pour un autre client aucun personnel, ni aucune partie des matériels et fournitures.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, le CNRS peut mettre en demeure le titulaire :

- D'augmenter l'effectif du personnel employé par lui sur la prestation,
- D'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

Les interventions du titulaire doivent :

- Suivre les prescriptions du constructeur et les conseils techniques délivrés par des spécialistes,
- A la suite de son diagnostic, effectuer les réparations nécessaires, dans les « règles de l'art », pour la remise en service du ou des appareils concernés, dépourvu(s) de toute panne,
- Dès lors qu'une **maintenance corrective** est sollicitée, le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** de réparation de la panne et/ou de l'incident technique.

Le Titulaire est tenu au secret professionnel : il s'engage à conserver confidentiels, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations et documents qui lui sont communiqués par le Pouvoir adjudicateur ou dont il aurait pu avoir connaissance dans le cadre du présent marché. Notamment, il s'interdit toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir adjudicateur.

Cette obligation concerne notamment les documents qui lui seront transmis par le pouvoir adjudicateur lors de la période de préparation du marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à cette fin, telles que :

- Classement des documents confidentiels dans des meubles ou espaces numériques de stockage à accès réservés ;
- Archivage dans les mêmes conditions et destruction systématique des exemplaires ou fichiers n'ayant plus d'utilité.

17.3 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité dans l'exécution des prestations

Conformément à l'article 1^{er}.II de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, « le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public. »

17.4 Encadrement des prestations

Le titulaire supporte, sans pouvoir demander aucune indemnité, les interruptions de travail nécessitées par les besoins du fonctionnement ou l'exploitation du site dans lequel s'effectue les prestations, et prend à sa charge toutes les mesures qui lui sont prescrites pour ne pas gêner les services.

17.5 Lutte contre le travail dissimulé :

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du CNRS et de toute autre autorité compétente. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut en solliciter la production à tout moment.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Article 18 – Information de L'Etablissement

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au Pouvoir adjudicateur les modifications le concernant, survenant au cours de la durée du contrat et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- à la répartition du capital social de l'entreprise ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;

et, de façon générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

18.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique :

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

18.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique :

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le CNRS et le nouveau Titulaire.

Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

Le CNRS vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

18.3 Transfert du marché à une nouvelle personne morale ou physique :

Tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de marché et produire les documents et renseignements demandés concernant l'entreprise à qui marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession, celle-ci fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau Titulaire.

L'Etablissement formalise alors, avec le nouveau Titulaire le transfert du marché en cours.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire, d'exécuter le marché.

Article 19 – Assurance

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le Titulaire doit remettre une attestation d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, dans un délai fixé dans le courrier d'attribution qui lui sera adressé.

Article 20 – Droit applicable, Langue

En cas de litige dans l'exécution du présent marché, le litige est porté devant la juridiction administrative territorialement compétente. Seul le droit français est applicable.

L'ensemble des documents composant le marché est rédigé en langue française.

Article 21 – Litiges-Droit applicable

Le Titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Melun.

Le présent marché est soumis au droit français.

Article 22 – Dérogations aux documents généraux

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS sont notamment les suivants :

Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 15 Pénalités applicables	Articles 14, 14.1.2 et 14.1.3
Article 16 Résiliation	Article 41
Article 19 Assurance	Article 9.2